

COVID-19 : les derniers chiffres en France ne sont pas bons. Nous allons le payer



Alors que le nombre de cas de coronavirus repart à la hausse, Jean-Paul Betbeze décrypte l'impact de la pandémie en France et pour l'économie mondiale.

Avec Jean-Paul Betbeze

France, 1 005 : c'est le nombre de grappes actives (clusters) du virus, chiffre qui s'est accru de 58 au cours des dernières 24 heures. On compte ainsi que plus de 31 000 personnes en sont mortes et que plus de 440 000 en ont été ou sont atteintes par lui. Plus de 31 000 personnes ont été hospitalisées, dont près de 4 000 dans les sept derniers jours, dont 600 en réanimation. **Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : nous vivons en France une accélération de l'épidémie depuis quelques semaines, indépendamment de toutes les mesures proposées et annoncées, des interdictions et même des sanctions.**

La France devient un pays qui, en Europe, connaît le plus de cas par million d'habitants après l'Espagne : 6 771 contre 14 100, un chiffre préoccupant pour le rebond prévu (ou souhaité) de l'économie. Nous avons ainsi plus de 2 fois plus de personnes atteintes du virus que l'Allemagne par million d'habitants et plus de 4 fois plus de décès qu'elle ! Le virus frappe plus en France qu'ailleurs, Espagne exceptée, l'Italie est en nette rémission, au moment même où les écoles s'ouvrent et où les entreprises essayent de retrouver une activité normale. En sommes-nous conscients ?

Dans ce contexte, les prévisions officielles indiquant que la croissance française pourrait rattraper une partie de son choc du 2e trimestre sont sujettes à caution. Pourtant, même si les chiffres de la Banque de France sont assez favorables, il reste qu'en 2021 la croissance française aura perdu 4% de son PIB du fait du COVID-19. Donc, quels que soient les efforts que nous faisons, il laissera une encoche importante. Or, et c'est ça le problème, ces efforts sont insuffisants, comme le montre le nombre croissant de cas, ce qui peut mettre en péril le succès du Plan de relance, avec ses fameux 100 milliards. Au total, les chiffres actuels du COVID-19 doivent être perçus comme un signal d'alarme. Ils mettent en péril la vie de nos concitoyens et les efforts faits pour la croissance et l'emploi, et pour rejoindre l'économie mondiale.

L'économie mondiale va relativement mieux, même dans ce contexte particulièrement compliqué. Les États-Unis font toujours face à un nombre très important de cas, presque 7 millions, encore le premier du monde. Ceci y met en péril la reprise économique, qui donne des signes d'essoufflement. C'est bien pourquoi les taux d'intérêt ne devraient pas monter avant, au moins, 2023. Le même processus de remontée devrait se produire en zone euro, mais plus limité encore, ce qui impliquera des taux bas plus longtemps – même si on ne le dit pas.

A côté des pays industrialisés en reprise, insuffisante, le groupe de pays actuellement très problématique est l'Amérique latine. Chili, Pérou et Brésil sont très atteints. La situation est particulièrement problématique au Brésil, où les effets de la pandémie se combinent

avec des questions politiques qui font plonger le réal d'un tiers de sa valeur depuis le début de l'année, par rapport au dollar.

Le COVID-19 continue de se répandre. En Afrique, il atteint en particulier l'Afrique du Sud avec un nombre élevé de cas : la croissance s'effondre et la monnaie a perdu près du 5ème de sa valeur depuis le début de l'année. Le virus affecte aussi profondément la Russie où, la aussi il pèse sur la croissance et le taux de change, qui perd plus de 20% depuis le début de l'année.

Pour une raison géopolitique, la Turquie est plus atteinte : la livre turque perd près de 20% depuis janvier, ce qui pourrait accélérer l'inflation, avec des taux qui ne réagissent pas, la Banque Centrale n'étant plus indépendante. Il y a là un risque de crise de change. Enfin, le premier pays du monde par sa population, à savoir l'Inde, commence à être atteint avec des chiffres qui le mettent juste après les États-Unis, mais ceci ne durera pas. Bientôt, l'Inde sera le premier pays affecté, ce qui pèse déjà sur le taux de change de la roupie.

□

Dans ce contexte, où la croissance mondiale devrait baisser de l'ordre de 4% en 2021 par rapport à son trend, le pétrole est particulièrement atteint : le baril de Brent a ainsi perdu 35% de sa valeur depuis janvier, ce qui pèse évident sur les économies pétrolières. Une bonne nouvelle apparaît pour les prix des matières premières agricoles qui commencent à remonter, notamment le soja. Ceci est sans doute lié à l'activité économique en Chine, qui a pratiquement rejoint son niveau d'avant crise sanitaire. L'or reste le placement qui reflète l'inquiétude de tous, avec une hausse de l'ordre de 30% depuis le début de l'année.

□

La nouveauté est le calme prévu de l'inflation sur longue période, au bord de la déflation.Du côté des pays industrialisés, le message est passé comme quoi la Banque Centrale Américaine maintiendrait ses taux courts à 0% jusqu'en 2023, ce qui est l'engagement le plus long qu'elle a jamais pris, dépassant celui de la Banque Centrale Européenne. Ceci veut dire que la croissance sera faible, les taux courts bas, l'inflation modérée, donc les taux longs bas, d'autant que les Banques Centrales rachèteront les bons du trésor pour un quart au moins des émissions nouvelles.

□

Les marchés boursiers se disent alors que l'économie qui s'ouvre sera plus moderne, derrière le Nasdaq, mais aussi plus chinoise, cette économie étant de plus en plus moderne et résiliente. Par différence, les autres le sont moins, même si elles profitent des taux bas pour se concentrer ou pour racheter leurs titres. Normalement, ces titres « classiques » devraient monter, ce qu'ils ne font pas, tant l'inquiétude pèse sur les économies industrielles ou jugées faibles.

□

COVID-19 + révolution technologique + tensions géopolitiques : les risques montent partout, la croissance potentielle mondiale sera rabotée. Dans ce contexte, plus vite et mieux les mesures barrières seront prises pour freiner la pandémie, tout se passera relativement moins mal. Mais tout ceci n'est pas nécessairement compris en France : le prix sera l'emploi, malgré cette dette, aujourd'hui si peu chère.